

Le monde 15/04/08

Le berlusconisme est désormais durablement enraciné en Italie. Pour la troisième fois en quinze ans, ce mouvement, considéré comme un accident de l'histoire à sa naissance en 1993, est validé par une majorité d'Italiens. Pour Silvio Berlusconi, 71 ans, sur le point de retrouver le pouvoir après la nette victoire de sa coalition aux élections législatives anticipées des 13 et 14 avril, les deux années de gouvernement Prodi, de 2006 à 2008, n'auront été qu'une parenthèse.

"Une interruption négative de notre travail", a-t-il commenté, *"ému"* par le résultat. Le Peuple de la liberté (PDL, droite) est le premier parti à la Chambre des députés (37,4 %). Avec son allié populiste de la Ligue du Nord (8,3 %) et l'appoint d'un petit parti autonomiste dans le Sud (MPA), la coalition de droite obtient 46,8 % des suffrages, contre 37,6 % à l'alliance entre le Parti démocrate (DL, centre gauche), qui compte 33,2 % des voix, et l'Italie des valeurs (IDV, centre gauche) de l'ancien magistrat Antonio Di Pietro (4,4 %). En sièges, Silvio Berlusconi peut compter sur 340 députés contre 239 au centre gauche, 36 à l'Union du centre (UDC).

Silvio Berlusconi a aussi remporté le Sénat, avec un écart bien plus ample que prévu par les observateurs. *"Cette loi électorale n'était pas si mauvaise"*, a ironisé "Il Cavaliere" en constatant qu'il aurait 168 sénateurs contre 130 au centre gauche. Le PDL arrive en tête avec 38,2 % (141 sièges). La Ligue du Nord (8,1 %, 25 sièges) double son score précédent. Le Parti démocrate, avec 33,7 % des voix, aura 116 sénateurs, l'Italie des valeurs 14 et l'UDC seulement trois.

Mais la vraie surprise de ces élections n'est pas le retour triomphal de Silvio Berlusconi, largement annoncé par les sondages dès la chute du gouvernement Prodi, le 24 janvier. La nouveauté réside dans la métamorphose du paysage politique. Seulement cinq partis nationaux seront représentés dans le prochain Parlement contre une bonne trentaine lors de la précédente législature : le PDL et la Ligue du Nord à droite ; le Parti démocrate et l'IDV au centre gauche ; enfin, l'Union du centre (UDC, démocrate chrétien) qui maintient ses scores habituels (5,6 % et 5,7 %). Elle aura 36 députés et 3 sénateurs.

Pour la première fois depuis la naissance de la République italienne, socialistes, communistes et Verts sont portés disparus au Parlement, où seules les petites formations régionalistes du Trentin Haut-Adige et de la Vallée d'Aoste récupèrent quelques miettes (trois députés et huit sénateurs).

Le responsable de ce "massacre des nanetti" (petits nains) s'appelle Walter Veltroni. La décision du secrétaire du Parti démocrate de partir seul (ou presque) aux urnes, sans les encombrants alliés de l'ex-coalition Prodi, a précipité la simplification de la carte politique. L'Italie s'est mise en situation de bipolarisation ; il reste à graver dans la loi le nouvel échiquier sorti des urnes.

COMPOSER AVEC LES EXIGENCES DE LA LIGUE DU NORD

Le centre gauche s'est déclaré disponible pour un dialogue *"sur les réformes dont le pays a besoin"*. Celle de la loi électorale, ainsi que quelques retouches constitutionnelles. *"Nous avons toujours été prêts à travailler avec l'opposition pour les intérêts du pays"*, a répondu Silvio Berlusconi. Mais pour gouverner, "Il Cavaliere" a les mains libres.

Son futur exécutif *"comprendra quatre femmes"*, a-t-il indiqué. Le commissaire européen à l'immigration, Franco Frattini, retrouverait le portefeuille des affaires étrangères. Son principal allié,

Gianfranco Fini, dont le parti Alliance nationale (droite conservatrice) doit se fondre avec Forza Italia dans le nouveau PDL, se verrait confier la présidence de la Chambre des députés.

Dans les priorités rappelées lundi soir par Silvio Berlusconi figurent les dossiers urgents de la privatisation d'Alitalia et la crise des ordures à Naples, mais aussi les réformes de l'école et de la santé interrompues en 2006 par l'arrivée du centre gauche au pouvoir, ainsi que la relance d'une politique de grands travaux.

Mais le contexte économique international incite Silvio Berlusconi à maintenir une approche modeste à l'issue d'une campagne où il n'a pas promis de miracles. *"Ce seront des années difficiles, a-t-il averti. Ce seront cinq années décisives pour la modernisation du pays."*

Pour *Il Corriere della Sera*, *"le vrai miracle est qu'il s'est fait accepter par les Italiens en se présentant comme un futur chef du gouvernement sans baguette magique"*.

M. Berlusconi devra toutefois composer avec les exigences de la Ligue du Nord, notamment en matière de fédéralisme fiscal et de lutte contre l'immigration clandestine. Le gouvernement sera-t-il "conditionné" par cet allié incommode, comme le pronostique Walter Veltroni ? Le petit parti populiste et xénophobe a confirmé son ancrage profond dans le nord du pays, en obtenant des scores allant jusqu'à 35 % dans ses fiefs du Nord-Est. Pour l'eurodéputé de la Ligue, Mario Borghezio, *"c'est un résultat déterminant pour tous les équilibres à venir"*.

Jean-Jacques Bozonnet